

Communiqué de presse

12 Mars 2014
No. 03/14

Informations complémentaires sur les données financières de SEPLAT

Le Conseil d'administration de SEPLAT, qui s'est tenu le 12 mars 2014, a permis la revue des données financières préalables à la mise en bourse de la société.

Pour l'exercice 2013, SEPLAT s'est vu accorder un statut fiscal particulier. Cet élément nouveau va avoir un impact sensible sur les principaux agrégats de la société. Ainsi le résultat net de SEPLAT au 31 décembre 2013 pourrait s'élever à 453 M\$, ce qui se traduirait pour MPI par une contribution au résultat des sociétés mises en équivalence de 188 M\$ (hors plus-value de cession).

Pour rappel MPI détenait 45% de SEPLAT jusqu'au 31 août 2013, puis 35% jusqu'au 24 décembre 2013. Depuis cette date MPI est actionnaire à hauteur de 30,1% de SEPLAT.

L'application de ce statut fiscal particulier peut se concevoir sur une durée d'application de 5 ans permettant à SEPLAT d'améliorer sa structure financière et de renforcer sa capacité d'investissement sur cette période. SEPLAT tient à jour sur son site internet diverses informations concernant son actualité. Vous trouverez l'ensemble de ces informations en suivant les liens :

<http://seplatpetroleum.com/investor-relations/> et **<http://seplatpetroleum.com/media/in-the-news/>**.

CONTACTS PRESSE, RELATIONS INVESTISSEURS ET ACTIONNAIRES

MPI
ir@mpienergy.com
Tél : +33 1 53 83 55 44

New CAP
mpienergy@newcap.fr
+33 1 44 71 94 94

Plus d'informations : www.mpienergy.com

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de MPI. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.